

Confortement du mur-digue du canal d'Orléans môle de sortie en Loire

Contexte réglementaire et analyse des contraintes du site

CONSULTING

SAFEGE
1, rue du Général de Gaulle
CS 90293
35761 SAINT GREGOIRE cedex

Agence Bretagne Pays de Loire

SAFEGE SAS - SIÈGE SOCIAL
Parc de l'île - 15/27 rue du Port
92022 NANTERRE CEDEX
www.safege.com

Version : 1

Date : 30/08/2017

Visa :

Vérification des documents IMP411

Numéro du projet :

Intitulé du projet : Confortement du mur-digue du canal d'Orléans môle de sortie en Loire

Intitulé du document : Contexte réglementaire et analyse des contraintes du site

Version	Rédacteur NOM / Prénom	Vérificateur NOM / Prénom	Date d'envoi JJ/MM/AA	COMMENTAIRES Documents de référence / Description des modifications essentielles
01	Laura Berger	Marc LE SAOUT	14/09/2017	Version initiale

Table des matières

1.....	Présentation des travaux.....	1
a.	Programme des travaux.....	1
b.	Plan de situation	2
2.....	Recensement des contraintes réglementaires et environnementales du site.....	4
3.....	Procédures administratives applicables au projet.....	9
a.	Au titre du code de l'environnement	9
b.	Au titre du code du patrimoine.....	14
c.	Au titre du code de l'urbanisme	14
d.	Bilan des procédures administratives.....	15
4.....	Dossiers à produire	16

Table des illustrations

Figure 1-1 : Localisation du projet. Source : Géoportail.....	2
Figure 1-2 : Présentation de la zone d'intervention. Source : CTS.....	3
Figure 2-1 : ZNIEFF à proximité du projet. Source : Carmen, DREAL Centre Val de Loire.....	4
Figure 2-2 : Site Natura 2000 - ZSC. Source : INPN.....	4
Figure 2-3 : Site Natura 2000 - ZPS. Source : INPN.....	5
Figure 2-4 : Sites inscrits, au titre du code de l'environnement. Source : DREAL Centre - Val de Loire.....	5
Figure 2-5 : Sites classés, au titre du code de l'environnement. Source : DREAL Centre - Val de Loire.....	6
Figure 2-8 : Monuments classés ou inscrits et Abords des monuments historiques. Source : Atlas des Patrimoine.....	6
Figure 2-9 : SPR situé à proximité du projet. Source : Atlas des Patrimoine.....	7
Figure 2-7 : Zones soumises au PPRI. Source : Geoportail.....	7
Figure 2-6 : Site Unesco. Source : Atlas des patrimoines.....	8

Table des tableaux

Tableau 3-1 : Tableau annexé à l'article R.122-1 du code de l'environnement. Source : Légifrance.....	9
Tableau 3-2 : Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement, concernées par le projet.	10
Tableau 3-3 : Bilan des procédures réglementaires.	15

Cadrage préalable des autorisations administratives nécessaires

Depuis la crue de 2008, certains perrés ont été endommagés sur le secteur du Quai du Roi au Quai du Châtelet. Une première série de travaux urgents a été réalisée en 2009 sur les zones qui s'étaient effondrées. En 2010, La Communauté Urbaine ORLEANS METROPOLE a voté la réalisation d'une deuxième phase de travaux de confortement afin de reprendre des zones où les affouillements et les mouvements de sol laissaient à penser qu'un effondrement serait possible à court terme.

Une reconnaissance particulière du Mur digue a été réalisée en 2011 pour rendre compte de l'état de l'ouvrage.

Le Quai du Roi et une partie du mur digue (zone de dommages de guerre) ont été repris. L'ensemble des quais n'ayant pas pu être repris au cours de ces phases de travaux, il convient d'intervenir et de restaurer certaines zones fragilisées.

Ces ouvrages font partie du patrimoine historique de l'ancien port d'Orléans et doivent donc être repris dans le respect du site et sous contrôle de l'architecte des bâtiments de France.

La maîtrise d'ouvrage des travaux sera réalisée par Communauté Urbaine ORLEANS METROPOLE.

1. PRESENTATION DES TRAVAUX

a. Programme des travaux

La zone de projet située au sein de la ville d'Orléans, s'étend sur environ 1 000 ml de mur-digue à traiter. En effet, au vu de sa vétusté, le mur séparant le canal d'Orléans, de la Loire doit être renforcé afin de sécuriser la zone de navigation du canal d'Orléans, en réhabilitant le mur-digue par le renforcement des perrés et pavage.

Le linéaire d'intervention sur les secteurs les plus dégradés est d'environ 250 ml (figure 1-2) dont un tronçon très dégradé au niveau de l'écluse de sortie du canal. La visite de site réalisée par SAFEGE le 23/08/2017 a permis de confirmer la présence de cette zone particulièrement dégradée, estimée à 60ml, à la sortie du canal.

Actuellement, le mur-digue comportent des anomalies à différents endroits :

- Les perrés présentent des dégradations de gravité variable, allant des affaissements très marqués accompagnés de fissures, à des zones d'affouillement, sous le perré, non visibles en surface ou à des zones où seuls les joints de maçonnerie posent problème ;
- Le béton cyclopéen situé au pied du massif est très érodé par endroit. Ce dernier comporte des vestiges de rideau de vannage bois (palplanches et pieux) ;
- Le linéaire situé en sortie du canal est sujet à des anomalies importantes :
 - o Une érosion générale du massif de fondation,
 - o Une destruction totale de la semelle de fondation avec un début de désorganisation de la base des maçonneries avec affouillement du pied du mur digue.

Le programme de travaux vise à :

- Conforter les fondations dans les zones d'affouillement ou de dégradation de la fondation existante du mur digue ;
- Reprendre potentiellement certains perrés (réparations de maçonneries, traitement de ventres, de trous, reprises ponctuelles de pavés...) ;
- Reprendre potentiellement des agencements de gabions en rive.

Les travaux se feront depuis la Loire car le canal doit être disponible au passage des navires lors de cette phase.

Les travaux permettront de garantir à nouveau l'assise de la digue et la protection de la semelle (coffrage, bétonnage et recomposition d'un talus d'enrochements).



Figure 1-1 : Localisation du projet. Source : Géoportail.

b. Plan de situation



Zone visitée. Du Point Métrique 0 m (Cabinet Vert)
au PM 1063,20 m (Ecluse en sortie)

Figure 1-2 : Présentation de la zone d'intervention. Source : CTS.

2. RECENSEMENT DES CONTRAINTES REGLEMENTAIRES ET ENVIRONNEMENTALES DU SITE

► Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Le site d'étude est situé en limite de ZNIEFF I et II. Les travaux liés au projet de réfection du mur-digue se faisant du côté lit de la Loire. Le projet se trouve donc dans le périmètre des ZNIEFF :

- ZNIEFF continentale de type I – 240030735 : Grèves de Loire à l'amont et à l'aval du pont Thinat ;
- ZNIEFF continentale type II – 240030651 : la Loire orléanaise.



Figure 2-1 : ZNIEFF à proximité du projet. Source : Carmen, DREAL Centre Val de Loire.

► Natura 2000

Le projet se trouve également en zone Natura 2000 :

- ZSC : FR2400528 - Vallée de la Loire de Tavers à Belleville-sur-Loire ;
- ZPS : FR2410017 - Vallée de la Loire du Loiret.



Figure 2-2 : Site Natura 2000 - ZSC. Source : INPN.





Figure 2-5 : Sites classés, au titre du code de l'environnement. Source : DREAL Centre - Val de Loire.

► **Périmètres de protection, liés aux abords des Monuments Historiques**

Le projet est situé d'après la Figure 2-8, dans le périmètre des abords des monuments historiques.



Figure 2-6 : Monuments classés ou inscrits et Abords des monuments historiques. Source : Atlas des Patrimoine.

► **Site Patrimonial Remarquable**

Situé au sein du Site Patrimonial Remarquable, le projet s'insère donc dans le périmètre de protection.



Figure 2-7 : SPR situé à proximité du projet. Source : Atlas des Patrimoine.

► **Contraintes environnementales**

– **Plan de Prévention des Risques d'Inondations**

La commune d'Orléans possède un PPRI englobant 13 communes riveraines de la Loire dans le département du Loiret. Le projet s'inscrit en rive droite et est concerné par le Plan de Prévention.



Figure 2-8 : Zones soumises au PPRI. Source : Geoportail.

L'emprise projet se trouve en site soumis au risque d'inondations. Le projet doit donc intégrer les contraintes du Plan de Prévention des Risques d'Inondation du Val d'Orléans (PPRI approuvé par arrêté préfectoral du 20 janvier 2015).

► **Site UNESCO**

L'attribution du label vise à encourager à travers le monde l'identification, la protection et la préservation du patrimoine culturel et naturel considéré comme ayant une valeur exceptionnelle pour l'humanité et une application universelle.

Le projet se trouve actuellement dans le site de l'Unesco du Val de Loire entre Sully-sur-Loire et Chalonnes. Le projet doit être conforme aux objectifs cités dans la [convention de 1972 du patrimoine mondial UNESCO](#).

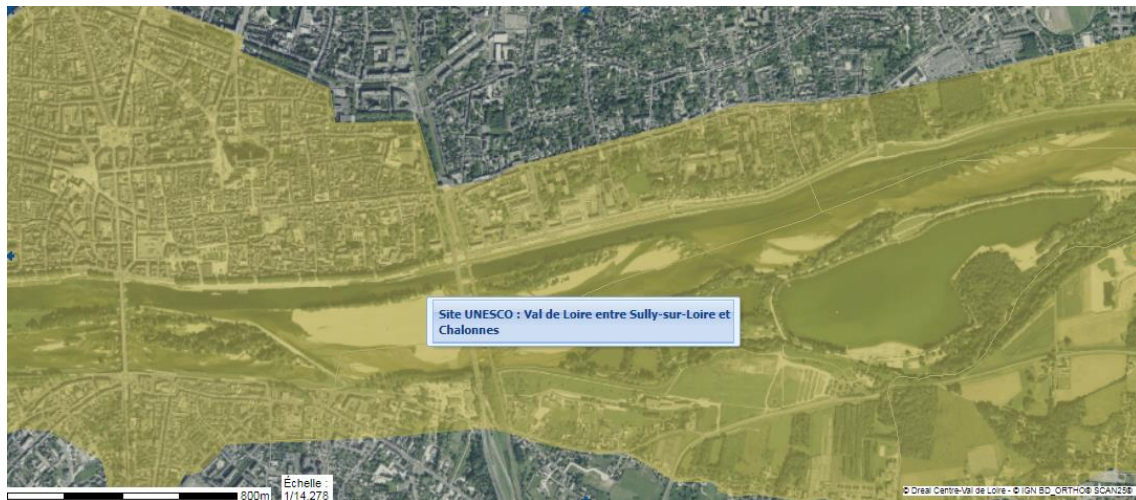


Figure 2-9 : Site Unesco. Source : Atlas des patrimoines.

3. PROCEDURES ADMINISTRATIVES APPLICABLES AU PROJET

a. Au titre du code de l'environnement

- Au titre de l'article R.122-1 et suivants du code de l'environnement (Etude d'impact)

Tableau 3-1 : Tableau annexé à l'article R.122-1 du code de l'environnement. Source : Légifrance.

Catégories de projets	Projets soumis à évaluation environnementale	Projets soumis à examen au cas par cas
10. Canalisation et régularisation des cours d'eau		<p>Ouvrages de canalisation, de reprofilage et de régularisation des cours d'eau s'ils entraînent une artificialisation du milieu sous les conditions de respecter les critères et seuils suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m ; - consolidation ou protection des berges, par des techniques autres que végétales vivantes sur une longueur supérieure ou égale à 200 m ; - installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet pour la destruction de plus de 200 m² de frayères ; - installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur supérieure ou égale à 100 m.

Les travaux projetés servent à consolider le canal et est donc soumis à la rubrique n°10 Canalisation et régulation des cours d'eau :

- installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m ;
- consolidation ou protection des berges, par des techniques autres que végétales vivantes sur une longueur supérieure ou égale à 200 m.

De ce fait, le projet est soumis à : **examen cas par cas** au titre de l'article R.122-1 et suivants du code de l'environnement.

► **Au titre des articles L 214-1 et suivants du code de l'environnement (Loi sur l'Eau)**

La nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6, figure au tableau annexé au présent article.

Tableau 3-2 : Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement, concernées par le projet.

Rubrique	Libellé	Projet	Régime
3. 1. 2. 0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3. 1. 4. 0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :		
	<p>1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ;</p> <p>2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D).</p> <p>Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.</p>	Travaux de réhabilitation du mur-digue du canal d'Orléans sur un linéaire de 250 m.	Autorisation
3.1.4.0.	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes :		
	<p>1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) ;</p> <p>2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D).</p>		Autorisation
3. 1. 5. 0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet :		
	<p>1° Destruction de plus de 200 m² de frayères (A) ;</p> <p>2° Dans les autres cas (D).</p>		Autorisation

Le projet est soumis à Autorisation au titre de la Loi sur l'Eau.

En fonction des travaux réalisés, il est possible que des prélèvements et des rejets d'eau aient lieu, temporairement (eau d'épuisement de souille). Par conséquent, les rubriques suivantes seraient potentiellement concernées.

Rubrique	Libellé	Projet	Régime
1.2.1.0.	<p>A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :</p> <p>1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m³/ heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) ;</p> <p>2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m³/ heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D).</p>	Selon le type de travaux réalisés.	A définir
2.2.1.0.	<p>Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0 et 2.1.2.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant :</p> <p>1° Supérieure ou égale à 10 000 m³/ j ou à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (A) ;</p> <p>2° Supérieure à 2 000 m³/ j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau mais inférieure à 10 000 m³/ j et à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (D).</p>		A définir

Selon l'article L.181-1 et suivants,

« **L'autorisation environnementale**, dont le régime est organisé par les dispositions du présent livre ainsi que par les autres dispositions législatives dans les conditions fixées par le présent titre, est applicable aux activités, installations, ouvrages et travaux suivants, lorsqu'ils ne présentent pas un caractère temporaire :

1° Installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au I de l'article L. 214-3, y compris les prélèvements d'eau pour l'irrigation en faveur d'un organisme unique en application du 6° du II de l'article L. 211-3 ;

[...] »

Par conséquent, le projet est **soumis à autorisation environnementale** au titre du code de l'environnement.

► **Au titre de l'article L.181-10 du code de l'environnement (Enquête publique)**

Selon l'article L.181-10 du code de l'environnement,

« I. - L'enquête publique est réalisée conformément aux dispositions du chapitre III du titre II du présent livre, sous réserve des dispositions suivantes :

1° Lorsque le projet est soumis à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques, il est procédé à une enquête publique unique, sauf dérogation demandée par le pétitionnaire et accordée lorsqu'elle est de nature à favoriser la bonne réalisation du projet par l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale ;

2° Cette enquête publique unique est ouverte et organisée par cette autorité administrative.

II. - L'autorité administrative compétente saisit pour avis les collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet. Lorsque le projet est soumis à évaluation environnementale en application du II de l'article L. 122-1, cette saisine se substitue à la transmission imposée par le V de cet article. »

Etant donné que le projet est soumis à autorisation environnementale, celui-ci est donc soumis à **enquête publique**, au titre du code de l'environnement.

► **Au titre de l'article L.414-19 et suivants du code de l'environnement (Directive habitat / oiseaux)**

Selon l'article R 414-19 du code de l'environnement,

« I. – La liste nationale des documents de planification, programmes ou projets ainsi que des manifestations et interventions qui doivent faire l'objet d'une évaluation des incidences sur un ou plusieurs sites Natura 2000 en application du 1° du III de l'article L. 414-4 est la suivante :

[...]

4° Les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-11 ;

[...] »

Le projet se situant en bordure des zones Natura 2000 ZPS et ZSC et soumis à la loi sur l'eau, à ce titre, une **évaluation des incidences** sera à prévoir.

► **Au titre de l'article L.341-1 et suivants du code de l'environnement (Sites classés)**

Selon l'article L.341-10,

« Les monuments naturels ou les sites classés ne peuvent ni être détruits ni être modifiés dans leur état ou leur aspect sauf **autorisation spéciale**.

Lorsque les modifications projetées portent sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques, les autorisations prévues aux articles L. 621-9 et L. 621-27 du code du patrimoine valent autorisation spéciale au titre du premier alinéa du présent article si l'autorité administrative chargée des sites a donné son accord.

Lorsque les modifications projetées portent sur un immeuble adossé à un immeuble classé ou sur un immeuble situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit au titre des monuments historiques, **l'autorisation spéciale** prévue au même premier alinéa **vaut autorisation au titre des articles L. 621-31 et L. 621-32 du code du patrimoine si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord.**

Lorsque les modifications projetées comportent des travaux, ouvrages ou aménagements devant faire l'objet d'une enquête publique en application de l'article L. 123-2 du présent code, l'autorisation spéciale prévue au premier alinéa du présent article est délivrée après cette enquête publique. »

► **Au titre de l'article R.341-9 et suivants du code de l'environnement (Sites inscrits)**

Le projet étant en partie situé dans les sites inscrits, en application de l'article R.341-9 du code de l'environnement,

« La **déclaration préalable** prévue au quatrième alinéa de l'article L. 341-1 est adressée au préfet de département, qui recueille l'avis de l'architecte des Bâtiments de France sur le projet.

Lorsque l'exécution des travaux est subordonnée, en vertu du code de l'urbanisme, à la délivrance d'un permis de construire ou d'un permis de démolir, la demande de permis tient lieu de la déclaration préalable.

Lorsque l'exécution des travaux est subordonnée à une déclaration ou une autorisation d'utilisation du sol en application des dispositions réglementaires du titre IV du livre IV du code de l'urbanisme, la déclaration ou la demande d'autorisation tient lieu de la déclaration préalable mentionnée au premier alinéa du présent article. »

b. Au titre du code du patrimoine

► Au titre de l'article Article L.621-1 et suivants du code du patrimoine (Abords MH)

Selon l'article L.621-32,

« Les travaux susceptibles de modifier l'aspect extérieur d'un immeuble, bâti ou non bâti, protégé au titre des abords sont soumis à une **autorisation préalable**.

L'autorisation peut être refusée ou assortie de prescriptions lorsque les travaux sont susceptibles de porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur d'un monument historique ou des abords.

Lorsqu'elle porte sur des travaux soumis à formalité au titre du code de l'urbanisme ou au titre du code de l'environnement, l'autorisation prévue au présent article est délivrée dans les conditions et selon les modalités de recours prévues à l'article L. 632-2 du présent code. »

► Au titre de l'article L.632-1 et suivants du code du patrimoine (SPR)

Le projet est situé dans un Site Patrimonial Remarquable (SPR). En conséquence, l'article L632-1 souligne :

« Dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable, sont soumis à une **autorisation préalable** les travaux susceptibles de modifier l'état des parties extérieures des immeubles bâtis, y compris du second œuvre, ou des immeubles non bâtis.

Sont également soumis à une autorisation préalable les travaux susceptibles de modifier l'état des éléments d'architecture et de décoration, immeubles par nature ou effets mobiliers attachés à perpétuelle demeure, au sens des articles 524 et 525 du code civil, lorsque ces éléments, situés à l'extérieur ou à l'intérieur d'un immeuble, sont protégés par le plan de sauvegarde et de mise en valeur. Pendant la phase de mise à l'étude du plan de sauvegarde et de mise en valeur, sont soumis à une autorisation préalable les travaux susceptibles de modifier l'état des parties intérieures du bâti.

L'autorisation peut être refusée ou assortie de prescriptions lorsque les travaux sont susceptibles de porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du site patrimonial remarquable. »

c. Au titre du code de l'urbanisme

► Au titre de l'article R.421-10 du code de l'urbanisme

Au titre de l'article R.421-10 du code de l'urbanisme,

« Dans le périmètre des sites patrimoniaux remarquables et les abords des monuments historiques, les ouvrages d'infrastructure prévus au b de l'article R. 421-3 doivent également être précédés d'une **déclaration préalable**. »

Le 3^{ème} alinéa de l'article R.421-3 énonce :

« [...] b) Tous les ouvrages d'infrastructure terrestre, maritime, fluviale, portuaire ou aéroportuaire ainsi que les outillages, les équipements ou les installations techniques directement liés à leur fonctionnement, à leur exploitation ou au maintien de la sécurité de la circulation maritime, fluviale, ferroviaire, routière ou aérienne. »

Par conséquent, le projet doit faire l'objet d'une déclaration préalable au titre du code de l'urbanisme.

d. Bilan des procédures administratives

Le projet de restauration du mur digue du canal d'Orléans (môle de sortie) est soumis à plusieurs procédures réglementaires :

Tableau 3-3 : Bilan des procédures réglementaires.

Code	Article	Référence	Application au projet	Dossiers à produire
Code de l'environnement	L.122-1 et suivants	Etude d'impact	Travaux en milieu fluvial sur 250 ml	Examen au cas par cas
	L.214-1 et suivants	Loi sur l'eau	Travaux en milieu fluvial	Dossier de demande d'Autorisation environnementale
	L.414-19 et suivants	Natura 2000	Travaux au sein du périmètre de protection Natura 2000	Etude d'incidence Natura 2000
	L.341-1 et suivants	Site classé	Emprise projet au sein d'un site classé	Autorisation spéciale
		Site inscrit	Emprise projet au sein d'un site inscrit	Déclaration préalable
Code du patrimoine	L.621-1 et suivants	Monuments Historiques	Emprise projet au sein du périmètre des abords MH	Autorisation préalable
	L.632-1 et suivants	Site Patrimonial Remarquable	Emprise projet au sein du périmètre SPR	Autorisation préalable
Code de l'urbanisme	R.341-9 et suivants	Ouvrage portuaire	Travaux de réfection en milieu fluvial	Déclaration préalable

4. DOSSIERS A PRODUIRE

Au vu des procédures réglementaires simultanément concernées, pour le projet de réhabilitation du mur-digue du canal d'Orléans, plusieurs dossiers sont donc à constituer.

► **Un dossier d'enquête publique au titre du code de l'environnement.**

En application de l'article R.123-8 du code de l'environnement, le projet est **soumis à enquête publique**. Un dossier doit donc être monté de la façon suivante :

« Le dossier comprend au moins :

1° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact et son résumé non technique, le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique, et, le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité environnementale mentionnée au IV de l'article L. 122-1 ou à l'article L. 122-4, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article L. 122-1 et à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme ;

2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un d'examen au cas par cas par l'autorité environnementale ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L. 181-8 et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;

3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme ;

5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, de la concertation préalable définie à l'article L. 121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article L. 121-13. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance.

L'autorité administrative compétente disjoint du dossier soumis à l'enquête et aux consultations prévues ci-après les informations dont la divulgation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5. »

Suivant les articles R.123-1 et suivants, le dossier d'enquête comprend :

- Les **pièces relatives à l'enquête publique** (R.123-8 du code de l'environnement) ;
- La demande **d'autorisation environnementale** en application de l'article R181-13 du code de l'environnement. Celle-ci comprend la **notice d'incidence Natura 2000** au titre de l'article R.414-19 du code de l'environnement et étude d'incidences environnementales (**l'étude d'impact potentielle** si celle-ci est exigée après la demande d'examen au cas par cas).

Il faut noter que le dossier d'enquête publique à réaliser pour le projet de la réfection du mur-digue du canal d'Orléans, vaut :

- La demande **d'autorisation préalable** pour les travaux dans les **abords de monuments historiques**, en application de l'alinéa 3, L.621-32 du code du patrimoine ;
- La demande **d'autorisation préalable** de travaux en **Site Patrimonial Remarquable** selon l'article L.632-2 du code du patrimoine ;
- La demande **d'autorisation spéciale** en **site classé** selon l'article R.341-10, du code de l'environnement.

Dans ces situations, l'architecte des Bâtiments de France doit donner son accord au préalable

► **Un dossier de déclaration préalable au titre du code de l'urbanisme.**

Selon l'article R.341-9 du code de l'environnement, énoncé partie 3.a p.11. du présent dossier, le **dossier de déclaration préalable** vaut **dossier de travaux en site inscrit**.

Le CERFA N°13404-06 « *Récépissé de dépôt d'une déclaration préalable* », disponible auprès des services publics, devra être ainsi complété.